

Son bilan après 2 ans : le gouvernement est content

Charles Michel et presque tous ses ministres

ont fait le point sur leurs deux premières années de travail. Actions, réactions.

● **Albert JALLET**

«**N**ous sommes crédibles, sobres, modestes» : ça va mieux quand on le dit. En tout cas, c'est ce qu'a dit Charles Michel samedi en fin d'après-midi. C'était dans le salon gothique du château de Val Duchesse. Celui-là même où l'on découvre les vitraux qui illustrent les mois qui s'écoulent. En juillet, on y voit un homme faucher les blés.

Le Premier ministre s'en est-il inspiré ? Une chose est sûre, samedi, il a tenu à exposer les premières récoltes de son gouvernement après presque deux ans de travail. Il est content de lui et de son équipe.

Samedi donc, tout le monde, enfin presque (lire ci-contre), s'est réuni pour une dernière journée de travail avant de prendre quelques vacances.

Chaque ministre et secrétaire d'État a ainsi présenté ses devoirs : ce qui a été fait, ce qui est en cours et ce qui sera fait. Tout mis l'un sur l'autre, cela donne un copieux document de 185 pages. Chiffres de la Banque nationale et Bureau du plan à l'appui. Quelques chiffres et passages épinglés.

1. Création d'emploi
Depuis octobre 2014, 64 700 emplois ont été créés. Le taux d'emploi (le pourcentage de population en âge de travailler) devrait croître de

63,5 %, en 2014, à presque 67 %, en 2021. «*Le nombre de chômeurs a atteint son niveau le plus bas depuis 24 ans.*» Les faillites sont en baisse, le pouvoir d'achat, le fameux salaire poche a augmenté et cela devrait se poursuivre jusqu'en 2019. Bon du côté de l'opposition (lire ci-dessous), on a eu tôt fait de relativiser ces chiffres et de les mettre en perspective. En évoquant, le saut d'index, les bases de calcul...

2. Sécurité et justice
On y évoque la publication des vacances de postes : 531 magistrats, 1 033 membres du personnel judiciaire. Mais on oublie le gel des publications qui a précédé. Et le malaise dans la magistrature. Koen Geens a fait la une de l'actualité et la fera sans doute encore avec les projets comme «le statut de l'agent pénitentiaire» (y compris le service minimum). Son collègue Jan Jambon avance l'engagement de policiers ? À raison de 800 ETP par an. Mais, comme pour le personnel des tribunaux, là aussi, il y a du retard à rattraper.

3. Finances Johan Van Overtveldt est satisfait d'avancer les 228 millions d'euros rapportés par la lutte contre la fraude fiscale sur les quatre premiers mois de 2016. Mais quid des 700 millions d'impôts impayés par 35 multinationales ? Un cadeau bien

belge que la même Belgique doit récupérer même si elle n'en a pas envie. Contrainte qu'elle est par la Commission européenne. Elle a intenté une action auprès de la Cour européenne pour en obtenir l'annulation. Le premier résultat : la cour a décidé qu'il n'y avait pas urgence et que la Belgique doit poursuivre la récupération de ces euros. Des discussions sont en cours avec plusieurs multinationales afin qu'elles remboursent, a expliqué le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt. Le ministre n'entend pas utiliser les sommes remboursées dans le cadre des travaux budgétaires tant que l'affaire n'est pas tranchée. La procédure pourrait durer encore au moins deux ans.

4. Budget Là, on est satisfait que le solde de financement est passé sous la barre des 3 % du PIB, soit -2,6 %. Reste «plus qu'à» trouver les 2,4 milliards pour ajuster le budget 2016. Chiffre avancé la semaine dernière par le comité de monitoring. Ensuite, il faudra se pencher sur le budget 2017. ■

Depuis octobre 2014, 64 700 emplois ont été créés. Et le taux d'emploi devrait continuer à croître.

PS « Brutal et antisocial »

« Une politique de la brutalité pour des choix antisociaux » : ça, c'est la réaction du président du PS, Elio Di Rupo. « Il n'a visiblement pas compris l'effet néfaste des mesures qu'il a prises, depuis deux ans, sur les travailleurs, les pensionnés, les allocataires : saut d'index, augmentation de la TVA sur l'électricité, recul de l'âge légal de la pension... »

De poursuivre : « L'avant-projet de loi réformant la loi de 1996 que le ministre Kris Peeters a fait parvenir aux partenaires sociaux le 17 juillet dernier marque, une nouvelle fois, une allergie chronique du gouvernement Michel à la concertation sociale. »

Le gouvernement veut également concrétiser les projets individualisés d'intégration sociale (PIIS). Le PS rappelle que le revenu d'intégration sociale (RIS) est le dernier

filet de sécurité : dans notre modèle social, c'est lui qui évite de sombrer dans la pauvreté.

Qu'advient-il au bénéficiaire du RIS qui refuse les travaux qui lui sont imposés dans son PIIS ?

« Parmi les 25 mesures annoncées, les énigmatiques "réformes du financement de la sécurité sociale", "pension partielle" ou encore "fin de l'unité de carrière" font craindre de nouveaux et importants reculs sociaux. » ■

FEB « Bien mais il reste du travail »

La FEB via son président Pieter Timmermans a réagi en soulignant les points positifs : « Le saut d'index, le tax shift et quelques mesures structurelles au niveau de notre marché du travail, notamment en matière de pensions. » La baisse des charges patronales sur le travail, la réduction du taux d'imposition sont aussi pointées dans la colonne des plus du bilan du gouvernement.

« Cette politique porte d'ailleurs ses fruits. Dans les années à venir, l'impact cumulé de la modération salariale, du saut d'index et du tax shift devrait contribuer en 2016 et 2017 à la création de plus de 110 000 emplois dans le secteur privé. »

Mais il reste du boulot dont la

flexibilisation du marché du travail. « Seule une conversion efficace et complète en projet de loi "travail faisable et maniable" nous permettra d'avancer. Sans changement fondamental, le risque de voir le

handicap salarial repartir à la hausse d'ici 2018 est plus que réel. »

La FEB poursuit : « Il convient de poursuivre sans détours l'agenda des réformes. La FEB soutient pleinement l'intention de réformer l'impôt des sociétés. La réduction du taux facial serait en effet particulièrement bienvenue. Ensuite, un accord interprofessionnel 2017-2018 pourrait également contribuer à l'instauration d'un climat plus serein. Enfin, notre pays a également besoin d'une vision cohérente en matière d'énergie. » ■

C'était un jour sans cravate

Les roses roses devant le prieuré commencent à se faner. Sans doute, les ministres ne l'ont pas vu. Eux, ils sont un peu plus haut, au château. Là, sur le gravier, les berlines teutones aux coloris toujours aussi riantes semblent assoupies. Les chauffeurs attendent.

On discerne de la lumière à l'étage, mais il n'y a pas encore de pape au balcon. À 16 h 10, c'est Maggie De Block, la première à sortir prendre l'air moite. Suivie par Kris Peeters, un bras plâtré en écharpe.

Coude cassé à la suite d'une chute à vélo.

Finalement, tout le monde se tasse dans le salon en question. Charles Michel flanqué de ses quatre vices, debout, les autres assis. Et puis on tourne. Mot d'ordre ? Tous ces messieurs sont en tenue semi-décontractée : chemise, veste mais pas de cravate.

Un petit comptage aboutit à deux élèves manquants : Pieter De Crem, le secrétaire

d'Etat au Commerce extérieur, dont on se demande toujours à quoi il sert. Invisible et au maigre bulletin. Willy Borsus, c'est nettement plus épais. Lui, il est venu le matin mais a demandé une autorisation de sortie pour quitter les sombres locaux pour l'air libre de

la Foire de Libramont.

Le Premier n'a visiblement pas besoin de repos, il est aussi enthousiaste qu'au premier jour. Jan Jambon est un peu distrait, il tripote son smartphone aux dimensions généreuses. Pas discret. Kris Peeters, lui, acquiesce d'une façon un peu trop métronomique. Alexander De Croo a le regard déjà ailleurs mais une interpellation appuyée du regard de la part du Premier le sort de sa rêverie. Didier Reynders, tel un sphynx, est imperturbable.

D'autres ministres défilent à côté du maître, se fendent d'un petit laïus, et puis s'en vont. Patatras en fin de présentation : le Premier ministre clôture en omettant de donner la parole à la dernière oratrice. Pas la moindre : Maggie. Une chance, tout le monde est de bonne humeur et la ministre a droit à son temps de parole.

L'heure passe. Visiblement, tout le monde a envie de mettre les voiles. Les berlines sont prêtes pour un démarrage feutré. Les grilles de Val Duchesse sont ouvertes. Cette fois, c'est sûr, les ministres ne verront pas que les roses roses devant le prieuré commencent à se faner. ■

A.J.

VITE DIT

Premier Depuis le

11 octobre 2014, le Premier ministre a présidé 97 conseils des ministres. Il a été absent à 12 reprises lors des séances plénières (une par semaine) dont il a été excusé pour 6 séances parce qu'il était retenu par des obligations européennes ou internationales. Et les 6 autres, il n'est pas venu parce qu'il n'y avait pas de questions. C'est comme ça qu'il a répondu à 214 questions d'actualité.

Questions Le

gouvernement a répondu à 8 104 questions écrites, à 635 questions orales en séances plénières et 3 910 en commissions. Il a déposé 243 projets de loi

Boulot Jan Jambon

présentant le chapitre de son collègue Steven Vandeput : « Maintenant qu'il a sa vision stratégique pour la Défense, il a du boulot. » Pour son autre collègue Théo Francken, secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration : « Lui, il a eu du boulot. »